La République du Centre, 5 juillet 2016

INTEMPÉRIES ■ Les pluies de juin ont des conséquences catastrophiques

Énormes difficultés pour 60 % de paysans

Face à l'ampleur des dégâts consécutifs aux pluies, Cédric Benoist, leader de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA), tire le signal d'alarme.

« Il y a eu, à chaud, l'effet visuel des inondations. Aujourd'hui, l'eau s'est retirée mais les conséquences sont là. Plus que jamais ! Les agriculteurs réalisent l'ampleur des dégâts mais semblent les seuls », soupire Cédric Benoist, le leader départemental de la FDSEA.

CATASTROPHIQUE. Certains vont renoncer à faire entrer la moissonneuse-batteuse dans les champs. ARCHIVE

Cultures en pleine floraison dévastées

Il souligne d'ailleurs que le désastre ne se limite pas aux seules zones inondées. « La dizaine de jours de pluie non-stop, début juin, ont partout été fatidiques à des cultures en pleine floraison. Les experts passent actuellement dans les champs et les pertes sont abyssales : 80.000 à 90.000 euros par exploitation, toutes filières confondues », assure Cédric Benoist qui prédit que « 60 % des agriculteurs du Loiret vont être confrontés, à court terme, à d'énormes difficultés. La vague va emporter un certain nombre d'exploitations. »

Le syndicaliste déplore, dans le même temps, l'immobilisme des pouvoirs publics et les aides dérisoires proposées. « La visite du ministre à Tigy le 17 juin, c'est bien beau. Il a actionné les leviers habituels. Mais cela ne suffit pas. De mauvaises années, on en a tous traversé. Mais de cette ampleur-là, on rencontre cela une fois dans une vie d'agriculteur. D'où la nécessité de moyens exceptionnels. »

Les leviers évoqués sont en inadéquation avec les dommages. « Le système classique ne peut suffire face à un tel coup dur [...] Une exonération du foncier non bâti, c'est environ 1.500 euros. Rien à voir avec les pertes chiffrées en dizaines de milliers d'euros ! On ne demande pas des espèces sonnantes et trébuchantes, mais des moyens pour repousser les charges. Comme, par exemple, un refinancement de la dette par une année blanche », suggère Cédric Benoist. Par ailleurs, il constate que « la plupart des agriculteurs ne sont pas "assurés climatiques".»

Et comble de malchance, les agriculteurs français sont « au milieu du gué en matière de Politique agricole commune (PAC). Ils n'ont ni une assurance des prix ni un système assurantiel performant. »

« Les intermittents du spectacle »

Il évoque le désastre dans les champs « où certains se demandent s'il est opportun de recourir à la moissonneuse-batteuse ». En orge d'hiver ou de printemps, en blé et blé dur (utilisé comme ingrédient pour les pâtes alimentaires), les rendements descendent jusqu'à à 10 ou 15 quintaux/hectare alors qu'ils sont à 70-80 qtx/ha d'ordinaire. Les champs sont verts, certes, mais les épis vides ! En petits pois, on est à 2 ou 3 qtx/ha au lieu de 50 qtx/ha. Sans être sûrs que le produit sera commercialisable. »

Cédric Benoist peste contre les parlementaires. « Certes, Jean-Pierre Sueur, Valérie Corre et Marianne Dubois nous répondent quand on les sollicite. Mais les autres ? Ils vont se réveiller car une campagne électorale arrive. Ce sont les intermittents du spectacle ! » ■

Philippe Ramond

Phoca PDF